

*Affaires courantes*

**M. George Proud (Hillsborough):** Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, j'ai une pétition à présenter au nom d'étudiants de partout au Canada.

Les pétitionnaires prient humblement le Parlement d'établir, de concert avec les provinces, des examens normalisés à l'échelle du pays.

## L'IMMIGRATION

**M. Jim Karpoff (Surrey-Nord):** Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions ce matin. La première est signée par un certain nombre d'habitants de ma circonscription de Surrey-Nord qui condamnent le geste que le gouvernement a posé en fermant le bureau d'immigration local pour le déménager à Vancouver.

Les pétitionnaires font valoir que cette décision occasionnera une détérioration des services, puisqu'il faudra dorénavant aller à Vancouver pour les obtenir, ainsi que la perte d'emplois dans leur localité. Ils demandent au gouvernement de revenir sur sa décision.

## LES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

**M. Jim Karpoff (Surrey-Nord):** Madame la Présidente, la deuxième pétition que je veux présenter est signée par un grand nombre de gens, principalement des personnes âgées, qui s'inquiètent du fait que le prix des médicaments a monté en flèche depuis que le gouvernement a essentiellement éliminé la concurrence des produits génériques.

Les pétitionnaires prient instamment le gouvernement d'abroger les projets de loi C-91 et C-22.

## LES LANGUES OFFICIELLES

**M. Jesse Flis (Parkdale—High Park):** Madame la Présidente, conformément à l'article 36 du Règlement, 32 électeurs de la circonscription de Parkdale—High Park m'ont demandé de présenter cette pétition à la Chambre des communes du Canada, en Parlement assemblée.

Les pétitionnaires signalent que le gouvernement du Canada a promulgué une loi prévoyant l'utilisation de deux langues officielles, l'anglais et le français, et que les principaux partis politiques du Canada ont agi de concert sans consulter la population canadienne et sans avoir reçu de la population canadienne un mandat à cet égard.

Les pétitionnaires prient instamment le gouvernement de promulguer une loi prévoyant la tenue d'un référendum à caractère exécutoire sur l'acceptation ou le rejet de deux langues officielles, l'anglais et le français. L'acceptation ou le rejet des modifications proposées serait

déterminé par un vote majoritaire dans l'ensemble du Canada et par un vote majoritaire dans la majorité des provinces, les territoires étant considérés comme une province.

Je sais, madame le Président, que vous n'approuvez pas cette pétition. Cependant, comme vous le savez, les députés sont obligés de présenter les pétitions au nom de leurs électeurs, qu'ils les approuvent ou non.

## LA GARDE D'ENFANTS

**M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface):** Madame la Présidente, je veux présenter une pétition demandant au gouvernement de permettre aux familles ayant des enfants avec des besoins spéciaux de déduire les frais de garderie de leur revenu. Cela est tout particulièrement important pour les familles monoparentales ayant de tels enfants parce que, très souvent, ces familles n'ont pas d'autre choix que de recourir à des services spéciaux et ceux-ci sont extrêmement coûteux.

Les pétitionnaires estiment que la loi actuelle est injuste et dure, et qu'elle pourrait même être discriminatoire. Ils demandent au gouvernement de la modifier.

## L'EMPLOI

**M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface):** Madame la Présidente, j'ai une autre pétition signée par des gens qui réclament des garderies pour les travailleurs qui en ont besoin. Ils veulent une réforme du règlement de l'assurance-chômage pour mettre fin aux abus contre les travailleurs. Ils demandent au gouvernement d'instaurer un climat favorable à la création d'emplois pour les sans-emploi et les assistés sociaux.

Ils aimeraient voir le gouvernement faire la promotion des emplois à la maison pour les mères et les pères qui préféreraient rester chez eux. Ils veulent que le gouvernement consulte les gens avant de produire son prochain budget.

## L'ÉDUCATION

**M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface):** Madame la Présidente, ma dernière pétition est signée par des gens qui réclament des examens standardisés pour tout le Canada. Les pétitionnaires estiment que cela serait à l'avantage de tous les Canadiens.

Ils pensent que les Canadiens devraient pouvoir se déplacer d'une région à une autre, peu importe leur groupe d'âge et peu importe où ils ont obtenus leurs diplômes, car ceux-ci devraient être reconnus dans toutes les provinces. Il s'agit là d'une question fondamentale.